



Réactions des Obédiences Belges à la sortie de route du Pape

Notre gouvernement et le Roi Philippe ont reçu le Pape avec les honneurs d'un chef d'État. Si le Pape est effectivement le chef d'État de la Cité du Vatican, il est aussi le chef de l'Église catholique et ses propos injurieux et virulents ont suscité une vague d'indignation parmi les francs-maçons et maçonnes belges ainsi que parmi beaucoup de citoyens belges.

Comme le dit Gisèle Halimi, *«les mots ne sont pas innocents. Ils traduisent une idéologie, une mentalité, un état d'esprit. Laisser passer un mot, c'est le tolérer. Et de la tolérance à la complicité, il n'y a qu'un pas»*. Aussi, les cinq Obédiences et Confédération maçonniques belges adogmatiques, ne peuvent que réagir à ces propos. Ils constituent une attaque inacceptable contre les institutions démocratiques de notre pays et les lois qui le régissent. Il s'agit là d'une ingérence brutale d'une autorité religieuse dans les affaires de l'État belge. Les Francs-Maçons défendent depuis des décennies le droit des femmes à disposer de leur corps. Qualifier de « meurtrière » la loi qui légalise partiellement l'interruption volontaire de grossesse alors qu'elle a été adoptée après de longs débats et la consultation d'experts, est une honte et une remise en question de la souveraineté du peuple qui s'exprime au travers des parlementaires qui le représentent. Traiter le corps médical qui pratique l'avortement, dans un cadre légal, de 'tueurs à gages' est indigne de la part d'un haut responsable religieux.

La Franc-Maçonnerie lutte pour l'égalité des droits des citoyens sans distinction de genre, de religion, de condition sociale. Elle ne peut donc que rejeter la conception du rôle de la femme dans le couple et la société tel qu'il a été défini par le Pape. La population attendait de lui, une condamnation sans équivoque des abus de l'église, tant au niveau des adoptions forcées que des dépravations sexuelles de certains prêtres qui ont détruit les vies de nombreuses victimes et non pas qu'il remette en question une loi qui permet à de nombreuses femmes d'échapper à la mort lors d'avortements clandestins.

La motivation de l'annonce faite par le Pape du procès en béatification du Roi Baudouin, le refus de celui-ci de sanctionner la loi dépénalisant partiellement l'interruption volontaire de grossesse, plaçant ses convictions religieuses au-dessus de ses devoirs de chef d'État, est, elle aussi, une atteinte aux institutions démocratiques de notre pays. Toute personne non couverte par une immunité, qui s'attaquerait ainsi à nos institutions tomberait sous le coup de la loi et devrait répondre de telles paroles. Comme l'écrit Jean-Philippe Schreiber, « si le Pape était un chef d'État ordinaire et non le chef religieux que l'on sait ses prises de position et son ingérence dans les affaires intérieures de la Belgique eussent entraîné une grave crise diplomatique ». Nous saluons les réactions venues de certaines personnalités du monde catholique qui ont condamnés les propos du Pape, elles font preuve de courage alors que le porte-parole de l'Église catholique de Belgique a cautionné ces paroles. Nous saluons aussi la réaction des Rectrices de l'UCL et de la VUB qui ont désapprouvé les propos du Pape sur le rôle de la femme dans la société. Leur réaction est le signe que, dans notre pays, le dialogue entre gens de bonne volonté se reconnaissant dans le respect de nos règles démocratiques est encore possible. C'est cela que le Pape François met en péril avec ses paroles outrancières.

Par conséquent nous ne pouvons qu'applaudir à l'intervention du Premier Ministre Alexander De Croo à la Chambre des Représentants et aux initiatives qu'il y a annoncées ce jeudi 3 octobre.

Patrick Cauwert
Grand Maître du
Grand Orient de
Belgique

Daniel
Menschaert
Grand Maître du
Droit Humain

Pat Jacops
Grand Maître de
la Grande Loge
de Belgique

Celestina Arrigo
Grande Maîtresse de
la Grande Loge
Féminine de Belgique

Jan
Vanherck
Président de
Lithos